

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Deux-Montagnes _____

Code géographique : 72010 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie Guindon, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Deux-Montagnes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2020-07-06

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Ville de Deux-Montagnes,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE DE DEUX-MONTAGNES (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE DEUX-MONTAGNES au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE DEUX-MONTAGNES inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations autres que les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport « Présentation du maire sur les faits saillants des états financiers et sur le rapport du vérificateur externe », mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous avons obtenu le rapport « Présentation du maire sur les faits saillants des états financiers et sur le rapport du vérificateur externe » avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

MÉLANIE THERRIEN, CPA auditrice, CA

AMYOT GÉLINAS, S.E.N.C.R.L.

Blainville, 6 juillet 2020

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations	
		2019	2018
Revenus			
Taxes	1	21 283 796	21 111 836
Compensations tenant lieu de taxes	2	591 832	545 917
Quotes-parts	3		
Transferts	4	3 716 150	2 367 359
Services rendus	5	4 884 738	5 038 512
Imposition de droits	6	1 147 823	887 595
Amendes et pénalités	7	601 016	771 344
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	294 549	258 255
Autres revenus	10	517 219	959 087
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	33 037 123	31 939 905
Charges			
Administration générale	14	4 417 019	4 422 606
Sécurité publique	15	6 786 016	6 099 887
Transport	16	4 940 961	5 074 806
Hygiène du milieu	17	5 954 309	5 597 541
Santé et bien-être	18	539 831	561 640
Aménagement, urbanisme et développement	19	918 951	1 046 558
Loisirs et culture	20	4 442 490	4 114 396
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	1 174 717	1 147 947
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	29 174 294	28 065 381
Excédent (déficit) de l'exercice	25	3 862 829	3 874 524
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	66 447 230	60 107 717
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		2 464 989
Solde redressé	28	66 447 230	62 572 706
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	70 310 059	66 447 230

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	9 338 416	6 859 165
Débiteurs (note 5)	2	18 281 357	19 030 753
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	27 619 773	25 889 918
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	259 553	259 553
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	8 662 803	6 092 227
Revenus reportés (note 12)	12	2 162 363	2 195 306
Dette à long terme (note 13)	13	34 628 659	38 597 836
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	195 750	58 184
	15	45 909 128	47 203 106
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(18 289 355)	(21 313 188)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	88 191 698	87 363 282
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	127 234	110 642
Autres actifs non financiers (note 17)	20	280 482	286 494
	21	88 599 414	87 760 418
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	70 310 059	66 447 230

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations	
		2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 862 829	3 874 524
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(5 282 873)	(3 687 818)
Produit de cession	3	497 458	1 894 140
Amortissement	4	4 372 243	4 841 676
(Gain) perte sur cession	5	(415 244)	(853 749)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(828 416)	2 194 249
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	(16 592)	(46 360)
Variation des autres actifs non financiers	10	6 012	(8 621)
	11	(10 580)	(54 981)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	3 023 833	6 013 792
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(21 313 188)	(29 791 969)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		2 464 989
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(21 313 188)	(27 326 980)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(18 289 355)	(21 313 188)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 862 829	3 874 524
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 372 243	4 841 676
Autres			
- Gain sur disposition	3	(415 244)	(853 749)
-	4		
	5	7 819 828	7 862 451
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	749 396	(3 699 781)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	2 570 576	138 141
Revenus reportés	9	(32 943)	(183 114)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	137 566	(103 509)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(16 592)	(46 360)
Autres actifs non financiers	13	6 012	(8 621)
	14	11 233 843	3 959 207
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(5 282 873)	(3 687 818)
Produit de cession	16	497 458	1 894 140
	17	(4 785 415)	(1 793 678)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	5 193 000	3 692 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(9 192 231)	(7 326 053)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	30 054	38 627
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(3 969 177)	(3 595 426)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	2 479 251	(1 429 897)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	6 859 165	6 442 408
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		1 846 654
Solde redressé	33	6 859 165	8 289 062
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	9 338 416	6 859 165

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »). L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants dans les proportions indiquées :

-Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes: consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 50,24% pour les opérations courantes et 49,21% pour les postes du bilan.

-Régie de police du Lac des Deux-Montagnes: consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 35,77% pour les opérations courantes et 36,13% pour les postes du bilan.

-Corporation du Manoir Grand-Moulin: consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 100 % pour les opérations courantes et 100 % pour les postes du bilan.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférents. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût.

Immobilisations

Les immobilisations sont des actifs non financiers qui, de par leur nature, sont employés normalement pour fournir des services futurs. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructure	
Hygiène du milieu - eau potable	40 ans
Hygiène du milieu - eaux usées	40 ans
Transport - construction chemin, trottoir, rue	40 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Transport - construction surfaçage d'origine	15 ans
Transport - éclairage de rues	20 ans
Transport - signaux de circulation	15 ans
Transport - aménagements de parcs stat.	20 ans
Bâtiments	40 ans
Bâtiments - réparations majeures	15 ans
Bâtiments autres	30 ans
Améliorations locatives	4 à 30 ans
Véhicules - automobiles	7 à 10 ans
Véhicules lourds	20 ans
Ameublement et équipement informatique	5 ans
Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Machinerie, outillage et équip. - machinerie lourde	20 ans
Machinerie, outillage et équip. - Unité mobile	20 ans
Machinerie, outillage et équip. - autres	10 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charge à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« Loi RRSM »). Ce cloisonnement n'a toutefois pas été appliqué au calcul des cotisations excédentaires, car celui-ci doit être fait de façon globale sans établir de volets distincts. Cette méthode est prescrite par le chapitre SP 3250 du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs des régimes.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi RRSM.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi RRSM. Aux fins du calcul de la valeur de l'actif et du rendement espéré de l'actif, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés, s'il y a lieu, doit être constaté entièrement dans l'exercice au cours duquel la modification est apportée ou la décision est rendue à cet effet. Toutefois, lorsqu'une modification donne lieu à une augmentation de l'obligation au titre des prestations constituées, ce coût est compensé par la constatation de gains actuariels net non amortis jusqu'à concurrence du coût des services passés. Cette constatation se fait en partant des gains actuariels non amortis les plus anciens et en remontant dans le

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

temps jusqu'à ce que le montant net à constater à l'encontre du coût des services passés soit atteint, le cas échéant. Inversement, lorsqu'une modification donne lieu à une diminution de l'obligation aux titres des prestations constituées et qu'il existe des pertes actuarielles nettes non amorties, ces dernières doivent aussi être constatées immédiatement, et ce, de façon similaire.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales:

- Financement à long terme des activités de fonctionnement: au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes ou du fonds de roulement
- Avantages sociaux futurs :
 - Relié au coût des services passés qui découle de la création de la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes en 2015. Ce montant est amorti sur DMERCA des salariés actifs touchés.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée des emprunts correspondants. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

constatations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 9 338 416	6 859 165
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 9 338 416	6 859 165
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 5 092 000	2 834 000
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 881 528	814 296
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 13 634 417	11 074 633
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 1 747 529	3 421 110
Organismes municipaux	15 362 900	557 556
Autres		
- Autres	16 1 654 983	3 136 680
-	17	26 478
	18 18 281 357	19 030 753
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 7 760 723	8 663 053
Organismes municipaux	20 346 124	429 737
Autres tiers	21	
	22 8 106 847	9 092 790
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 27 519	796 350
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(195 750)	(58 184)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>(195 750)</u>	<u>(58 184)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	965 705	726 303
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	44 075	42 049
	43	<u>1 009 780</u>	<u>768 352</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

10. Emprunts temporaires

La Ville bénéficie d'une marge de crédit de 7 000 000\$ portant intérêt aux taux préférentiel et renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2019, cette marge de crédit est inutilisée. Au 31 décembre 2019, le taux est de 3,95% (3,95% en 2018).

La Ville a également 4 facilités de prêt à terme disponible, d'un montant autorisé de 11 360 000 \$, celles-ci sont non utilisées au 31 décembre 2019. Elles portent intérêt au taux préférentiel.

Un organisme dispose d'un emprunt bancaire, d'un montant autorisé de 750 000\$ (271 000 \$ selon la quote-part), portant intérêt aux taux préférentiel et renouvelable le 30 juin 2020.

Un organisme dispose de facilités de crédit autorisées de 800 000\$ (394 000\$ selon la quote-part), portant intérêt aux taux préférentiel et renouvelable annuellement. Ces facilités de crédit ne sont pas utilisées au 31 décembre 2019.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	3 504 998	1 018 975
Salaires et avantages sociaux	48	3 087 405	2 851 445
Dépôts et retenues de garantie	49	639 269	351 487
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Organisme et autres	53	1 299 750	1 720 626
- Intérêts courus	54	131 381	149 694
-	55		
-	56		
-	57		
	58	8 662 803	6 092 227

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	172 612	114 762
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Revenus perçus d'avance	68	63 149	40 311
- Apports reportés (subventions)	69	1 918 361	1 998 293
- Produits de la criminalité	70	8 241	41 940
-	71		
	72	2 162 363	2 195 306

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

							2019	2018
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance					
	de	à	de	à				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	3,00	2020	2040	73		31 187 711	34 825 395
Obligations et billets en monnaies étrangères					74			
Gains (pertes) de change reportés					75			
					76			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77			15 858
Organismes municipaux					78			
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79			
Autres					80		3 527 936	3 873 625
					81		34 715 647	38 714 878
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(86 988)	(117 042)	
					83		34 628 659	38 597 836

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2020	84	92	12 888 243	100	109	362 604	117	13 250 847
2021	85	93	3 937 564	101	110	374 017	118	4 311 581
2022	86	94	4 594 904	102	111	385 790	119	4 980 694
2023	87	95	1 430 000	103	112	397 932	120	1 827 932
2024	88	96	8 257 000	104	113	2 007 593	121	10 264 593
2025 et +	89	97	80 000	105	114		122	80 000
	90	98	31 187 711	106	115	3 527 936	123	34 715 647
Intérêts et frais accessoires				107	()		124	()
	91	99	31 187 711	108	116	3 527 936	125	34 715 647

Note

				2019	2018
14. Actifs financiers nets (dette nette)					
Revenant à (à la charge de)					
L'organisme municipal			126	(18 289 355)	(21 313 188)
Tiers					
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes			127	()	()
Autres			128	()	()
			129	(18 289 355)	(21 313 188)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	35 885 373	158	70 438	185		212	35 955 811
Eaux usées	131	39 792 736	159	70 437	186		213	39 863 173
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	37 767 508	160				214	37 767 508
Autres	133	3 991 268	161	2 138 829	188		215	6 130 097
Réseau d'électricité	134		162				216	
Bâtiments	135	28 216 304	163	2 861	190		217	28 219 165
Améliorations locatives	136	81 612	164	44 507	191		218	126 119
Véhicules	137	5 378 792	165	345 916	192	62 250	219	5 662 458
Ameublement et équipement de bureau	138	2 527 307	166	170 488	193		220	2 697 795
Machinerie, outillage et équipement divers	139	4 032 991	167	191 351	194	24 718	221	4 199 624
Terrains	140	3 735 811	168			42 100	222	3 693 711
Autres	141		169				223	
	142	<u>161 409 702</u>	170	<u>3 034 827</u>	197	<u>129 068</u>	224	<u>164 315 461</u>
Immobilisations en cours	143	<u>1 945 083</u>	171	<u>2 248 046</u>	198		225	<u>4 193 129</u>
	144	<u>163 354 785</u>	172	<u>5 282 873</u>	199	<u>129 068</u>	226	<u>168 508 590</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	11 288 272	173	887 289	200		227	12 175 561
Eaux usées	146	16 856 079	174	1 029 669	201		228	17 885 748
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	26 362 795	175	704 144	202		229	27 066 939
Autres	148	1 292 485	176	123 296	203		230	1 415 781
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	12 513 869	178	926 148	205		232	13 440 017
Améliorations locatives	151	16 732	179	9 826	206		233	26 558
Véhicules	152	3 116 328	180	273 989	207	23 481	234	3 366 836
Ameublement et équipement de bureau	153	2 103 388	181	135 735	208		235	2 239 123
Machinerie, outillage et équipement divers	154	2 441 555	182	282 147	209	23 373	236	2 700 329
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>75 991 503</u>	184	<u>4 372 243</u>	211	<u>46 854</u>	238	<u>80 316 892</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>87 363 282</u>					239	<u>88 191 698</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
- Autres	256	280 482
-	257	286 494
-	258	
Autres		
-	259	
-	260	
	261	280 482
		286 494
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

18. Obligations contractuelles

La Ville et ses organismes sont engagés en vertu de contrats, d'enlèvement des matières recyclables, évaluation foncière, de déneigement, de location d'équipements et autres échéant à différentes dates jusqu'en 2027, pour une somme totale de 4 624 000\$. Les paiements exigibles en vertu de ces contrats pour les cinq prochains exercices financiers se détaillent comme suit :

2020	1 971 000\$
2021	1 761 000\$
2022	630 000\$
2023	178 000\$
2024	37 000\$

De plus, un organisme s'est engagé en vertu de divers contrats d'acquisition de véhicules et d'équipements véhiculaires. Le solde d'engagement pour ces contrats est de 114 000\$ (41 000\$ selon la quote-part) et est exigible au cours du prochain exercice.

19. Droits contractuels

Dans le cadre de ses opérations, la Ville a conclu différents accords à long terme, dont les plus importants, ont donné lieu à des droits contractuels d'un montant total de 300 460 \$ qui seront encaissés selon l'échéancier suivant :

2020	26 300\$
2021	26 600\$
2022	26 900\$
2023	27 200\$
2024	27 600\$
2025 et plus	165 860\$

20. Passifs éventuels

S.O.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
262			

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à diverses actions et réclamations. La direction estime que les règlements à venir de ces réclamations n'influenceront pas de façon sensible la situation financière. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats détaillés par organismes et l'état consolidé de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes comportent une comparaison avec des données budgétaires non consolidées.

24. Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

25. Événements postérieurs au bilan

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'écllosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme pandémie mondiale, qui continue de se propager au Canada et dans le monde.

La Ville a adopté plusieurs mesures de prévention qui comprennent notamment le maintien des services essentiels et la fermeture d'accès, jusqu'à nouvel ordre, de plusieurs installations culturelles et sportives et aux bâtiments municipaux et administratifs. Elle a notamment annulé ou reporté plusieurs activités et événements de sa programmation estivale. La Ville a également annulé les intérêts sur les créances à recevoir pour la période du 26 mars 2020 au 1er juillet 2020. La crise liée à cette pandémie aura possiblement des incidences financières qui pourraient affecter temporairement les résultats financiers des exercices futurs. Toutefois, il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient causer sur les résultats consolidés futurs.

En conséquence, nous ne sommes pas en mesure d'estimer l'impact potentiel sur les activités de l'entité en date de ces états financiers. Les impacts seront comptabilisés au moment où ils seront connus et pourront faire l'objet d'une évaluation.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalizations 2018		Budget 2019	Réalizations 2019		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	21 203 385	21 346 600	21 358 553			21 283 796
Compensations tenant lieu de taxes	2	545 917	495 000	591 832			591 832
Quotes-parts	3					3 862 721	
Transferts	4	656 052	599 000	750 960		183 097	909 057
Services rendus	5	4 097 119	3 839 200	4 086 679		798 059	4 884 738
Imposition de droits	6	887 595	734 000	1 147 823			1 147 823
Amendes et pénalités	7	507 049	500 000	336 040		264 976	601 016
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	266 762	170 000	291 664		2 885	294 549
Autres revenus	10	834 859	327 100	469 146		(1 927)	467 219
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	28 998 738	28 010 900	29 032 697		5 109 811	30 180 030
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 647 723		2 773 745		33 348	2 807 093
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	17 053		50 000			50 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	1 664 776		2 823 745		33 348	2 857 093
	21	30 663 514	28 010 900	31 856 442		5 143 159	33 037 123
Charges							
Administration générale	22	4 214 563	4 746 000	4 215 461	201 558		4 417 019
Sécurité publique	23	5 694 247	5 944 500	5 965 701	318 748	3 842 337	6 786 016
Transport	24	3 788 683	3 703 800	4 176 310	764 651		4 940 961
Hygiène du milieu	25	3 841 929	3 892 300	4 214 801	1 877 209	384 250	5 954 309
Santé et bien-être	26				175	639 413	539 831
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 018 241	945 100	889 355	29 596		918 951
Loisirs et culture	28	3 439 273	3 819 100	3 745 605	696 885		4 442 490
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	916 169	1 082 000	978 183		196 534	1 174 717
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	4 339 722	4 000 000	3 888 822	(3 888 822)		
	33	27 252 827	28 132 800	28 074 238		5 062 534	29 174 294
Excédent (déficit) de l'exercice	34	3 410 687	(121 900)	3 782 204		80 625	3 862 829

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations 2018	Budget 2019		Réalisations 2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 410 687	(121 900)	3 782 204	80 625	3 862 829
Moins: revenus d'investissement	2	(1 664 776)	()	(2 823 745)	(33 348)	(2 857 093)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 745 911	(121 900)	958 459	47 277	1 005 736
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	4 339 722	4 000 000	3 888 822	483 421	4 372 243
Produit de cession	5	709 268	300 000	460 000	37 458	497 458
(Gain) perte sur cession	6	(555 686)	(300 000)	(417 900)	2 656	(415 244)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	4 493 304	4 000 000	3 930 922	523 535	4 454 457
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 093 108)	(2 947 400)	(2 748 401)	(1 545 224)	(4 293 625)
	18	(3 093 108)	(2 947 400)	(2 748 401)	(1 545 224)	(4 293 625)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(743 200)	(657 900)	(710 148)	(76 208)	(786 356)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				1 547	1 547
Excédent de fonctionnement affecté	21	200 000	(250 000)	200 000	25 055	225 055
Réserves financières et fonds réservés	22	(40 842)		26 795		26 795
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(22 685)	(22 800)	(12 816)	(17 168)	(29 984)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(606 727)	(930 700)	(496 169)	(66 774)	(562 943)
	26	793 469	121 900	686 352	(1 088 463)	(402 111)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 539 380		1 644 811	(1 041 186)	603 625

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations 2018		Réalizations 2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 664 776	2 823 745	33 348	2 857 093
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(36 114)	(87 431)	()	(87 431)
Sécurité publique	3	(143 248)	(2 152 985)	(181 921)	(2 334 906)
Transport	4	(552 053)	(2 248 098)	()	(2 248 098)
Hygiène du milieu	5	(2 339 857)	(292 802)	(12 664)	(305 466)
Santé et bien-être	6	()	()	(3 592)	(3 592)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(108 804)	(5 624)	()	(5 624)
Loisirs et culture	8	(348 371)	(297 756)	()	(297 756)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(3 528 447)	(5 084 696)	(198 177)	(5 282 873)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	857 100	101 000		101 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	743 200	710 148	76 208	786 356
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15			75 957	75 957
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17	98 876	826 014	12 664	838 678
	18	842 076	1 536 162	164 829	1 700 991
	19	(1 829 271)	(3 447 534)	(33 348)	(3 480 882)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
	20	(164 495)	(623 789)		(623 789)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>2018</u>	<u>Administration</u>	<u>2019</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	Organismes	consolidé ¹
			municipale	contrôlés et	
				partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	5 838 378	8 179 166	1 159 250	9 338 416
Débiteurs (note 5)	2	16 982 546	16 803 733	1 590 966	18 281 357
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	236 000	81 000		
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	23 056 924	25 063 899	2 750 216	27 619 773
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10			259 553	259 553
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	5 437 704	7 955 374	4 732 546	8 662 803
Revenus reportés (note 12)	12	155 073	235 761	1 926 602	2 162 363
Dette à long terme (note 13)	13	33 877 028	30 665 259	3 963 400	34 628 659
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			276 750	195 750
	15	39 469 805	38 856 394	11 158 851	45 909 128
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(16 412 881)	(13 792 495)	(8 408 635)	(18 289 355)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	78 296 778	79 450 552	8 741 146	88 191 698
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19	110 642	127 234		127 234
Autres actifs non financiers (note 17)	20	248 131	239 582	40 900	280 482
	21	78 655 551	79 817 368	8 782 046	88 599 414
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	6 648 872	5 796 668	(3 904 321)	3 885 761
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 797 532	3 335 156	54 194	3 389 350
Réserves financières et fonds réservés	24	2 798 651	2 704 920	274 270	2 979 190
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(15 836)	(3 020)	(218 221)	(221 241)
Financement des investissements en cours	26	(682 422)	(1 305 899)		(1 305 899)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	51 695 873	55 497 048	4 167 489	61 582 898
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	62 242 670	66 024 873	373 411	70 310 059

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2018
Rémunération	1	7 923 500	8 295 618	11 043 778	10 138 148
Charges sociales	2	2 141 400	1 980 643	2 613 043	2 411 768
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3	460 100	458 694	458 694	260 444
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	7 023 300	7 129 546	8 012 202	7 673 830
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	686 323	500 346	669 501	843 766
D'autres organismes municipaux	8	16 077	16 077	16 077	16 411
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	229 600	290 366	292 709	252 039
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	150 000	171 394	196 430	35 731
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	5 287 800	5 164 828	1 321 713	1 407 137
Transferts	13				
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	189 700	177 359	177 359	181 167
Amortissement des immobilisations	17	4 000 000	3 888 822	4 372 243	4 841 676
Autres					
- Assurance réclamation	18	25 000	545	545	3 264
-	19				
-	20				
	21	28 132 800	28 074 238	29 174 294	28 065 381

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	
Autres revenus	3	
	4	

Charges

Créances douteuses		
Radiation de prêts	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Intérêts sur la dette à long terme	8	
Autres charges	9	
	10	

Excédent (déficit) de l'exercice	11	
---	----	--

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	
Placements de portefeuille	13	
Débiteurs	14	
Prêts aux entreprises	15	
Provision pour moins-value	16	() ()
	17	
	18	

Passifs

Créditeurs et charges à payer	19	
Revenus reportés	20	
Dette à long terme	21	
	22	

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23	
Excédent (déficit) non affecté	24	
	25	

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	26	
Supportant les engagements de prêts	27	
	28	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

Charges

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
	14
	15

Excédent (déficit) de l'exercice

16

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
Placements de portefeuille	18
Débiteurs	19
Provision pour créances douteuses	20 () ()
	21
Autres	22
	23

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24
Créditeurs et charges à payer	25
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	26
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27
Autres	28
Autres	29
	30
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 885 761	4 756 726
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 389 350	1 822 830
Réserves financières et fonds réservés	3	2 979 190	3 060 379
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (221 241) (251 472)
Financement des investissements en cours	5	(1 305 899)	(682 422)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	61 582 898	57 741 189
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	70 310 059	66 447 230
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	5 796 668	6 648 872
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	(1 910 907)	(1 892 146)
	11	3 885 761	4 756 726
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Piscine	12	1 300 000	1 300 000
- Collecte matières organiques	13		200 000
- Caserne incendie	14		297 532
- Digue	15	1 035 156	
- Mur anti-bruit	16	1 000 000	
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	3 335 156	1 797 532
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- Regie de police	22	54 194	25 298
-	23		
-	24		
	25	54 194	25 298
	26	3 389 350	1 822 830
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Élection	27	206 780	158 544
- Fêtes 100e	28	100 000	75 000
- Vidange bassin eaux usées	29	291 735	251 735
- Autres	30	196 746	196 746
- Transport en commun	31	500 000	500 000
	32	1 295 261	1 182 025
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
- SHQ - Corporation du Manoir gr	33	198 773	179 373
-	34		
-	35		
	36	198 773	179 373
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 012 980	935 127
Organismes contrôlés et partenariats	38	75 497	82 355
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	396 679	681 499
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	1 485 156	1 698 981
	48	2 979 190	3 060 379

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 (218 221) ()	(235 636)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	()
	54 (218 221) ()	(235 636)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	()
Autres	58 () ()	()
-	59 () ()	()
	60 (218 221) ()	(235 636)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	(9 795)
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	()
Autres	66 () ()	()
-	67 () ()	()
	68 () ()	(9 795)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()	()
Autres	72 (6 041) ()	(9 061)
-	73 () ()	()
	74 (6 041) ()	(9 061)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 3 021	3 020
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80 3 021	3 020
	81 (221 241) ()	(251 472)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 57 639	57 639
Investissements à financer	83 (1 363 538) (740 061)
	84 (1 305 899)	(682 422)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 88 191 698	87 363 282
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 88 191 698	87 363 282
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 88 191 698	87 363 282
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (34 628 659) (38 597 836)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (86 988) (117 042)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 8 106 847	9 092 785
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (26 608 800) (29 622 093)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ())
	100 (26 608 800) (29 622 093)
	101 61 582 898	57 741 189

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 2	2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Administration municipale

Le Régime de retraite des employés municipaux de la Ville de Deux-Montagnes est un régime à prestations déterminées. La rente est calculée en fonction de l'âge du salaire final et des années de services reconnus.

L'admissibilité à participer au régime survient à la première des éventualités suivantes: le 1er janvier suivant la date où plus de 700 heures sont complétées ou le 1er janvier suivant la date où la rémunération gagnée est supérieure à 35 % du maximum des gains admissibles.

La date normale de retraite est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date où un participant atteint son 65e anniversaire de naissance. Cependant, un participant peut être admissible à une retraite anticipée au cours des 10 années précédant sa date normale de retraite. Si un participant choisit de demeurer au service de l'employeur après la date normale de la retraite, le paiement de sa rente doit commencer au plus tard le dernier jour de l'année civile où le participant atteint son 71e anniversaire de naissance.

Le dernier rapport sur l'évaluation actuarielle complète a été effectué en date du 31 décembre 2016 après la restructuration dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.

Régie de police du Lac des Deux-Montagnes

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Régie est un régime à prestations déterminées. La rente est calculée en fonction de l'âge, du salaire final et des années de services reconnus.

L'admissibilité à participer au régime survient à la première des éventualités suivantes : 6 mois de services continus ou l'obtention du statut d'employé régulier, le 1er janvier suivant la date où plus de 700 heures sont complétées, le 1er janvier suivant la date où la rémunération gagnée est égale ou supérieure à 35 % du maximum des gains admissibles. L'âge de la retraite normale est 65 ans.

La date de la retraite normale est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant le 65e anniversaire de naissance. Cependant, un participant peut être admissible à une retraite anticipée au cours des 10 années précédant sa date normale de retraite.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La loi prévoit un processus avec une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

que, selon les conditions prévues par la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2019.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (58 184)	(161 693)
Charge de l'exercice	4 (965 705)	(726 303)
Cotisations versées par l'employeur	5 828 139	829 812
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(195 750)</u>	<u>(58 184)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 37 768 352	32 901 972
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>37 768 352</u>)	(<u>34 440 114</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(1 538 142)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>(195 750)</u>	<u>1 479 958</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (195 750)	(58 184)
Provision pour moins-value	12 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(195 750)</u>	<u>(58 184)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u> </u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	32 901 972
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u> </u>)	(<u>34 440 114</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u> </u>)	(<u>1 538 142</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 532 835	1 440 567
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 <u>1 532 835</u>	<u>1 440 567</u>
Cotisations salariales des employés	21 (804 621)	(752 650)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (<u> </u>)	(<u> </u>)
	23 728 214	687 917
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 150 200	32 796
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
-	31 <u>878 414</u>	<u>720 713</u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>2 023 992</u>	<u>1 934 473</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 (1 936 701)	(1 928 883)
Rendement espéré des actifs	34 87 291	5 590
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>965 705</u>	<u>726 303</u>
Charge de l'exercice		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 4 789 766	6 705
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (1 936 701)	(1 928 883)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 2 853 065	(1 922 178)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (1 327 604)	430 349
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 552 899	1 682 851
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 639 966	22 046
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,99 %	5,94 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,99 %	5,94 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,91 %	2,90 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,20 %	2,20 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	115	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116 <u>7</u>	<u>7</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice tel qu'établi par règlement du gouvernement.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Cotisations des élus au RREM	117	<u>10 203</u>	<u>9 488</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	44 075	42 049
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119		
	120	<u>44 075</u>	<u>42 049</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	14 673 580	14 598 823	14 459 025
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	658 803	658 803	625 383
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	421 038	421 038	477 816
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	15 753 421	15 678 664	15 562 224
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 350 679	1 350 679	1 350 338
Égout	11	1 297 617	1 297 617	1 295 935
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 141 162	1 141 162	1 176 098
Autres				
- Transport en commun	14	824 353	824 353	744 257
- Déneigement	15	854 155	854 155	841 024
- piscine	16	49 824	49 824	54 000
Centres d'urgence 9-1-1	17	87 342	87 342	87 960
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	5 605 132	5 605 132	5 549 612
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	5 605 132	5 605 132	5 549 612
	27	21 358 553	21 283 796	21 111 836

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	49 797	49 797	48 354
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	542 035	542 035	497 563
	36	591 832	591 832	545 917
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	591 832	591 832	545 917
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	591 832	591 832	545 917

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54		107 300	
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56	10 000	10 000	
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58			
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60	17 200	17 200	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	132 550	132 550	117 960
Traitement des eaux usées	70		2 343	5 726
Réseaux d'égout	71	116 213	116 213	108 711
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	377 505	377 505	331 890
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80		48 454	57 858
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	41 773	41 773	12 689
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	55 719	55 719	84 802
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	750 960	909 057	719 636

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2019	2019	2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93		33 348	
Sécurité incendie	94	1 366 600	1 366 600	
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			217 373
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			61 032
Réseau de distribution de l'eau potable	108			617 090
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			752 228
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118	1 407 145	1 407 145	
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	2 773 745	2 807 093	1 647 723

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138			
	139			
TOTAL DES TRANSFERTS	140	3 524 705	3 716 150	2 367 359

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141	709 235	709 235	715 555
Évaluation	142			
Autres	143			4 569
	144	709 235	709 235	720 124
Sécurité publique				
Police	145		158 867	154 377
Sécurité incendie	146	1 160 922	1 160 922	1 141 366
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	1 160 922	1 319 789	1 295 743
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150	48 407	48 407	62 842
Enlèvement de la neige	151	5 518	5 518	5 410
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155	53 925	53 925	68 252
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168			
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	1 924 082	2 082 949	2 084 119

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	183			
Évaluation	184			
Autre	185	1 158 033	1 158 033	1 153 222
	186	1 158 033	1 158 033	1 153 222
Sécurité publique				
Police	187			
Sécurité incendie	188	33 419	33 419	43 000
Sécurité civile	189			
Autres	190			
	191	33 419	33 419	43 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192			
Enlèvement de la neige	193			
Autres	194			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195			
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			
Autres	199	317	317	10 131
	200	317	317	10 131
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202			
Traitement des eaux usées	203			
Réseaux d'égout	204			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205			
Matières recyclables	206			
Autres	207			
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209			
Autres	210	121 446	121 446	98 619
	211	121 446	121 446	98 619
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214		639 192	787 016
	215		639 192	787 016
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216			
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218			
Autres	219	33 771	33 771	18 798
	220	33 771	33 771	18 798
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	798 844	798 844	823 910
Activités culturelles				
Bibliothèques	222	16 767	16 767	19 697
Autres	223			
	224	815 611	815 611	843 607
Réseau d'électricité	225			
	226	2 162 597	2 801 789	2 954 393
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	4 086 679	4 884 738	5 038 512

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228	43 169	43 169	45 321
Droits de mutation immobilière	229	1 103 204	1 103 204	841 654
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231	1 450	1 450	620
	232	1 147 823	1 147 823	887 595
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	233	336 040	601 016	771 344
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	234			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	235	291 664	294 549	258 255
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236	417 900	415 244	853 749
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	101 246	101 975	105 338
	245	519 146	517 219	959 087
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2019			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	376 967		376 967	376 967	338 032
Greffe et application de la loi	2	1 806 360	1 311	1 807 671	1 807 671	1 897 829
Gestion financière et administrative	3	1 595 677	200 247	1 795 924	1 795 924	1 673 569
Évaluation	4	411 504		411 504	411 504	487 501
Gestion du personnel	5					
Autres						
-	6	24 953		24 953	24 953	25 675
-	7					
	8	4 215 461	201 558	4 417 019	4 417 019	4 422 606
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	3 651 090	74 147	3 725 237	4 226 804	3 732 693
Sécurité incendie	10	2 242 771	239 736	2 482 507	2 482 507	2 295 079
Sécurité civile	11	65 644	463	66 107	66 107	56 949
Autres	12	6 196	4 402	10 598	10 598	15 166
	13	5 965 701	318 748	6 284 449	6 786 016	6 099 887
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 907 723	654 129	2 561 852	2 561 852	2 689 584
Enlèvement de la neige	15	742 915	26 736	769 651	769 651	638 726
Éclairage des rues	16	89 995	41 770	131 765	131 765	187 697
Circulation et stationnement	17	86 638	41 502	128 140	128 140	119 012
Transport collectif						
Transport en commun	18	984 112		984 112	984 112	1 101 596
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	364 927	514	365 441	365 441	338 191
	22	4 176 310	764 651	4 940 961	4 940 961	5 074 806

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2019			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	887 750	412 697	1 300 447	1 242 610
Réseau de distribution de l'eau potable	24	374 790	395 751	770 541	779 619
Traitement des eaux usées	25	521 952	510 637	1 032 589	1 253 560
Réseaux d'égout	26	565 193	541 942	1 107 135	1 124 986
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	312 961		312 961	405 902
Élimination	28	312 411		312 411	344 609
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	352 243		352 243	294 131
Tri et conditionnement	30	138 304		138 304	73 736
Matières organiques					
Collecte et transport	31	589 888		589 888	
Traitement	32	87 864		87 864	
Matériaux secs	33	71 445		71 445	78 388
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39		16 182	16 182	
	40	4 214 801	1 877 209	6 092 010	5 954 309
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41		175	175	539 831
Sécurité du revenu	42				561 640
Autres	43				
	44		175	175	539 831
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	875 468	19 585	895 053	1 024 845
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51	13 887	10 011	23 898	21 713
	52	889 355	29 596	918 951	1 046 558

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2019			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	851 904	664 440	1 516 344	1 516 344	799 898
Patinoires intérieures et extérieures	54	686 197		686 197	686 197	1 211 616
Piscines, plages et ports de plaisance	55	211 930		211 930	211 930	122 763
Parcs et terrains de jeux	56	1 068 047		1 068 047	1 068 047	1 033 975
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	85 607		85 607	85 607	75 417
	60	2 903 685	664 440	3 568 125	3 568 125	3 243 669
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	834 797	32 445	867 242	867 242	860 505
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	7 123		7 123	7 123	10 222
	66	841 920	32 445	874 365	874 365	870 727
	67	3 745 605	696 885	4 442 490	4 442 490	4 114 396
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	737 074		737 074	888 439	946 210
Autres frais	70	69 715		69 715	89 848	166 006
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	171 394		171 394	84 103	5 590
Autres	72				112 327	30 141
	73	978 183		978 183	1 174 717	1 147 947
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	75	3 888 822	(3 888 822)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Deux-Montagnes

Code géographique : 72010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018	
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	119 916	119 916	839 968
	Usines de traitement de l'eau potable	2			
	Usines et bassins d'épuration	3			
	Conduites d'égout	4	165 599	165 599	1 283 355
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	945	945	611 639
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8			
	Aires de stationnement	9	33 892	33 892	
	Parcs et terrains de jeux	10	232 949	232 949	
	Autres infrastructures	11	1 871 988	1 871 988	
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	2 102 461	2 115 125	224 741
	Édifices communautaires et récréatifs	14	2 861	2 861	21 622
	Améliorations locatives	15		44 507	3 127
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17	202 786	284 521	188 510
	Ameublement et équipement de bureau	18	157 467	168 366	147 498
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	193 832	242 204	367 358
	Terrains	20			
	Autres	21			
		22	5 084 696	5 282 873	3 687 818

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	119 916	119 916	839 968
	Usines de traitement de l'eau potable	24			
	Usines et bassins d'épuration	25			
	Conduites d'égout	26	165 599	165 599	1 250 144
	Autres infrastructures	27	2 139 774	2 139 774	552 597
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28			
	Usines de traitement de l'eau potable	29			
	Usines et bassins d'épuration	30			
	Conduites d'égout	31			33 211
	Autres infrastructures	32			59 042
	Autres immobilisations	33	2 659 407	2 857 584	952 856
		34	5 084 696	5 282 873	3 687 818

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	681 499		284 820	396 679
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	3 885 592	101 000	393 037	3 593 555
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	25 054 997		2 436 431	22 618 566
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	29 622 088	101 000	3 114 288	26 608 800
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	8 663 053		902 330	7 760 723
Organismes municipaux	10	429 737		83 613	346 124
Autres tiers	11				
	12	9 092 790		985 943	8 106 847
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	9 092 790		985 943	8 106 847
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	9 092 790		985 943	8 106 847
	19	38 714 878	101 000	4 100 231	34 715 647
Dette en cours de refinancement	20	()		()	()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	38 714 878	101 000	4 100 231	34 715 647

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	30 665 259
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	1 305 899
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	396 679
--	---	---------

Débiteurs	9	6 798 600
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	24 775 879
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	16	2 655 296

Endettement net à long terme	17	27 431 175
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	76 235
---------------------------	----	--------

Autres organismes	20	1 083 699
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	21	28 591 109
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	28 591 109
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4	3 321 163		
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	983 781	983 781	1 085 682
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	521 952		(24 725)
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	337 932	337 932	346 180
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	5 164 828	1 321 713	1 407 137

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019***Non audité*

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	5 084 696	3 528 447
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	5 084 696	3 528 447

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	18,00	33,50	31 932,00	***	***	***
Professionnels	2	1,00	3,00	123,00	***	***	***
Cols blancs	3	39,00	33,50	62 540,00	***	***	***
Cols bleus	4	55,00	38,00	105 545,00	***	***	***
Policiers	5				***	***	***
Pompiers	6	21,00	40,00	33 635,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				***	***	***
	8	134,00		233 775,00	***	***	***
Élus	9	7,00			229 715	58 880	288 595
	10	141,00			***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	2 070 172	750 960	703 573		3 524 705
	17	2 070 172	750 960	703 573		3 524 705

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	69 184	43 462
	4	69 184	43 462
Sécurité publique			
Police	5		8 398
Sécurité incendie	6	30 952	23 585
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	30 952	31 983
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	225 629	215 189
Enlèvement de la neige	11	11 713	12 936
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	6 737	7 633
	15	244 079	235 758
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	115 595	115 842
Réseau de distribution de l'eau potable	17	204 830	215 682
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	153 307	143 994
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	473 732	475 518
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	24 741	18 699
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	24 741	18 699
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	97 325	87 327
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	38 170	23 422
Autres	38		
	39	135 495	110 749
Réseau d'électricité			
	40		
	41	978 183	916 169

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire	97 368	16 767
Conseiller	15 341	7 670
Conseiller	15 341	7 670
Conseiller	15 341	7 670
Conseiller	15 341	7 670
Conseiller	15 341	7 670
Conseiller	15 341	7 670

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 500 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	\$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	\$	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	64 598 \$	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	\$	
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input checked="" type="checkbox"/>	23 <input type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	\$
b) autres formes d'aide	35 _____	\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36 _____	
Facteur comparatif de 2019	37 _____	
Valeur uniformisée	38 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

42 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 _____

b) Date d'adoption de la résolution

45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI**NON**

46

47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 _____

b) Date d'adoption de la résolution

49 _____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	_____
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	_____
- une blessure grave	60	_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	_____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Deux-Montagnes _____

Code géographique : 72010 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la
Ville de Deux-Montagnes,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la VILLE DE DEUX-MONTAGNES (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard du l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

MÉLANIE THERRIEN, CPA auditrice, CA
AMYOT GÉLINAS, S.E.N.C.R.L.
Blainville, 6 juillet 2020

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	21 358 553
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>133 509</u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	108 509
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	765 825
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	87 342
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>20 613 895</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 691 804 300
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 704 114 300</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 697 959 300</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14

		1
--	--	---

 ,

2	1	4	0
---	---	---	---

 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Deux-Montagnes

Code géographique : 72010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	15 028 200
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	649 500
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	420 000
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	16 097 700

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 344 000
Égout	11	1 290 000
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 135 000
Autres		
- Transport en commun	14	650 000
- Déneigement	15	920 000
- Piscines	16	53 000
Centres d'urgence 9-1-1	17	85 000
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	5 477 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	5 477 000
	27	21 574 700

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	50 000
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	510 000
	9	560 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	560 000

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	560 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 1 526 361 275	X 5 0,8374 /100\$	6 12 778 937				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 120 646 430	X 8 0,8474 /100\$	9 1 022 358				
Immeubles non résidentiels	10 54 357 045	X 11 2,2290 /100\$	12 1 211 619				
Immeubles industriels	13 188 550	X 14 2,2290 /100\$	15 4 203				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19	X 20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22 1 323 500	X 23 0,8374 /100\$	24 11 083				
Total			25 15 028 200	26 (.....)	27 (.....)	28	29 15 028 200

Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 1 702 876 800	X 31 0,0387 /100\$	32 649 500				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54 649 500	55 (.....)	56 (.....)	57	58 649 500

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6								
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9								
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12								
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18								
Autres	19	X 20	/100\$ 21								
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24								
Total			25					26 (.....) 27 (.....) 28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35								
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38								
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41								
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47								
Autres	48	X 49	/100\$ 50								
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53								
Total			54					55 (.....) 56 (.....) 57	58
	Valeur locative imposable										
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 (.....) 63 (.....) 64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 6 9 , 0 0 \$
Égout	2	1 6 3 , 0 0 \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	, \$
Matières résiduelles	5	1 5 0 , 0 0 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Déneigement	115,0000	4	
Transport en commun	105,0000	4	
Piscine hors terre	25,0000	4	
Piscine creusée	35,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	21 574 700
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>130 000</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	105 000

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	759 060
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	85 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>20 835 640</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 1 702 876 800

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 2 2 3 6 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	1 232 655	4 276			1 069 048	11 595
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	116 269				683 802	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	1 348 924	4 276			1 752 850	11 595

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	13 360 126			15 677 700
De secteur	10	420 000			420 000
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13	4 591 929			5 392 000
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	18 372 055			21 489 700

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	10 092 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-12	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>29 064 300 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>2 809 000 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>855 900 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>965 400 \$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Julie Guindon , atteste que le rapport financier consolidé de Deux-Montagnes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-07-09.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Deux-Montagnes.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Deux-Montagnes consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Deux-Montagnes détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-07-03 09:02:14

Date de transmission au Ministère :